

Cote du document:	GC 30/L.6
Point de l'ordre du jour:	9
Date:	10 janvier 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

Conseil des gouverneurs — Trentième session
Rome, 14-15 février 2007

Pour: **Information**

Note aux Gouverneurs

Le présent document est soumis au Conseil des gouverneurs pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Gouverneurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Brian Baldwin

Conseiller principal en gestion des opérations

téléphone: +39 06 5459 2377

courriel: b.baldwin@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

I. Introduction

1. Le Conseil des gouverneurs a approuvé à sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, la création d'un système d'allocation fondé sur la performance au FIDA (SAFP), et délégué au Conseil d'administration le pouvoir de définir dans le détail les modalités de fonctionnement et de mise en œuvre de ce système.
2. Le SAFP repose sur l'établissement d'allocations annuelles mises en œuvre dans le cadre de cycles triennaux. Au cours de chaque cycle, le FIDA réexamine annuellement les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations de la performance du pays conduites chaque année, afin de tenir compte des changements importants relevés relativement aux besoins et/ou aux progrès du pays dans le domaine de l'environnement politique et institutionnel. Le premier exercice d'allocation a porté sur la période 2005-2007. En 2005, le SAFP est devenu pleinement opérationnel et a été étendu à l'ensemble du programme de prêt aux fins d'établissement des allocations relatives aux prêts et aux dons à des pays spécifiques, accordés par le FIDA aux États membres.
3. Le rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA¹ a confirmé que l'extension du système uniforme d'allocation à l'ensemble du programme de prêt du FIDA entrerait en vigueur avec le programme de travail pour 2007 (c'est-à-dire la première année de la période de la septième reconstitution) et que les allocations régionales fixes cesseraient d'être appliquées. À sa vingt-neuvième session, tenue en février 2006, le Conseil des gouverneurs a approuvé le rapport de la Consultation (résolution 141/XXIX). Ce rapport a confirmé par ailleurs que le système uniforme devrait respecter les priorités concernant la répartition régionale de l'aide au développement et réserver à l'Afrique et aux autres emprunteurs bénéficiant de conditions particulièrement favorables au moins les deux tiers de cette aide. À cet égard, le FIDA continuerait d'affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie.

II. Révision de la méthodologie du SAFP

4. À l'issue des débats du séminaire informel sur le SAFP, qui s'est tenu en mars 2006, et des délibérations de sa session d'avril 2006, le conseil d'administration est convenu de ce qui suit:
 - a) Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les ressources continueront d'être utilisées: «compte étant dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable». En outre, l'application d'un système uniforme d'allocation à partir de 2007 permettra au FIDA, conformément à ce qui a été décidé lors de la septième reconstitution, de continuer: «à affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie».
 - b) Le FIDA continuera à appliquer le PBAS sur la base d'un cycle triennal de prêt/allocation, et programmera des allocations pour les pays figurant sur la liste des emprunteurs effectifs. Dans le même temps, le programme de travail connaîtra une expansion, et le Conseil sera tenu au courant des notes des pays, des allocations et des changements intervenus par suite de leur mise à jour.

¹ La contribution du FIDA à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement: rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA (2007-2009), document GC 29/L.4.

- c) Le coefficient de pondération de 0,45 est considéré comme le «point d'équilibre» auquel la population conserve une influence importante dans la détermination des «besoins» au sein de la formule, tout en laissant une place importante à la performance et au revenu national brut (RNB) par habitant.
- d) De l'avis général, eu égard au mandat du FIDA spécifiquement axé sur la lutte contre la pauvreté rurale, la population rurale serait le facteur qui conviendrait le mieux. Il a été décidé en conséquence que la population rurale serait utilisée au plus tard dans le programme de travail pour 2008.
- e) S'étant mis d'accord sur ces principes et décisions, le Conseil a ensuite entériné la proposition de réunion d'un groupe de travail, auquel il est fait référence dans le rapport de la Consultation approuvé par le Conseil des gouverneurs, qui serait chargé d'élucider les questions qui se posent au sujet de l'application du SAFP: statistiques à utiliser pour la population rurale, importance de la performance, application du SAFP aux emprunteurs bénéficiant de conditions particulièrement favorables et aux autres emprunteurs, autres indicateurs possibles de la pauvreté, tels que la nutrition et le revenu rural par habitant, susceptibles d'avoir une incidence sur les notes de pays et d'être introduits dans le système global.

III. Le groupe de travail sur le SAFP

- 5. Un séminaire informel s'est tenu le 6 juillet afin d'examiner le mandat du groupe de travail² et il a été convenu que le groupe de travail désignerait ultérieurement son président. Le mandat suivant a été arrêté :

«Élucider les questions qui se posent au sujet de l'application du SAFP, notamment:

- la modification des éléments figurant dans la formule, à savoir l'évaluation de la performance et le coefficient de pondération de la population et du revenu, le poids global de la performance étant maintenu;
- l'expérience et les enseignements tirés par d'autres organisations qui appliquent un SAFP;
- les statistiques à utiliser pour la population rurale;
- l'application du SAFP aux emprunteurs à des conditions particulièrement favorables et aux autres emprunteurs; et
- les autres indicateurs possibles de la pauvreté, tels que la nutrition et le revenu rural par habitant.»

Le groupe de travail doit se réunir prochainement.

IV. Application du SAFP en 2006

- 6. Tous les prêts et dons accordés à des pays spécifiques, présentés au Conseil d'administration pour approbation en 2006 ont été conformes aux allocations du SAFP. La gestion des allocations a continué de faire problème, ce qui est peut-être propre au FIDA et tient au nombre élevé des États membres qui remplissent les conditions pour emprunter (il a atteint le record de 115 emprunteurs). Il s'agit d'un

² Liste A: États-Unis d'Amérique, France, Italie et Suède
 Liste B: Nigéria, Venezuela (République bolivarienne du)
 Sous-liste C1: Mali
 Sous-liste C2: Inde
 Sous-liste C3: Mexique

chiffre élevé par rapport à celui de la plupart des autres institutions appliquant un SAFP, mais les ressources du Fonds sont relativement faibles. Disposant de ressources plus importantes pour leurs engagements, ces autres institutions peuvent disposer de volumes et de programmes de prêt appropriés pour tous les pays éligibles, pratiquement tous les ans, ce qui leur permet de se fonder sur la performance pour déterminer les révisions annuelles des allocations. Au FIDA, en revanche, le nombre des prêts à des projets/programmes, soit une trentaine par an, est bien inférieur à celui des emprunteurs effectifs. Ce problème est en cours d'étude, en particulier dans le contexte de période d'allocation 2007-2009 proposée.

7. Le Conseil d'administration a reconnu, s'agissant de la mise en place du SAFP au FIDA, qu'il y aurait des situations dans lesquelles il ne serait pas possible de souscrire des engagements correspondant aux allocations *ex ante* des pays au cours d'une période d'allocation donnée, par exemple, en l'absence de demandes de prêts du FIDA ou faute de possibilités d'engager des opérations dans des domaines prioritaires mis en évidence à l'occasion des évaluations de performance du SAFP. En pareil cas, la part inutilisée des allocations serait réintégrée dans la masse des ressources allouables³ afin d'être redistribuée par le biais du SAFP en vigueur (document EB 2003/79/R.2/Rev.1, par. 40).
8. Les prêts et dons présentés en 2006 au Conseil ont donc eu recours à l'approche suivante :
 - Le programme de travail (prêts et dons) est établi pour chaque région, pour la période d'allocation 2005-2007. Il prend en compte la capacité d'absorption c'est-à-dire la somme qu'un emprunteur peut effectivement décaisser et utiliser chaque année. Il en découle un programme triennal de prêts pour les emprunteurs effectifs, correspondant au programme de travail relatif à chacune des trois années.
 - Si l'allocation d'un pays dépasse ses besoins pour la période fixe d'allocation 2005-2007 (parce que ses besoins sont inférieurs à l'allocation initialement prévue), le FIDA identifie les fonds en excédent et les réaffecte. À cet effet, il se fonde sur les notes du SAFP, ce qui permet de préserver l'intégrité du processus d'allocation fondé sur la performance. Par exemple, si un pays X a une allocation triennale de 11 millions de USD et qu'il est estimé qu'il ne pourra utiliser que 7 millions, 4 millions de USD seront réintégrés dans la masse des ressources afin d'être redistribués.
 - La réallocation se fait au bénéfice des pays figurant dans le programme de travail, dont l'allocation initiale n'était pas suffisante pour couvrir leurs besoins. Cette réallocation est comme toujours proportionnelle à la note du SAFP et permet d'utiliser la totalité des fonds disponibles pour engagement.

V. La période d'allocation 2007-2009

9. Les divisions régionales ont recensé en 2006 les emprunteurs effectifs⁴ pour la période 2007-2009. Les paramètres de ces pays ont été appliqués à la formule révisée aux fins du calcul des notes de pays et des allocations provisoires pour la période d'allocation mentionnée. Sur cette base, les divisions ont confirmé quels étaient les emprunteurs effectifs, et les notes de pays, les allocations finales pour 2007 ainsi que les chiffres provisoires pour 2008 et 2009 ont été établis (les chiffres pour 2008 et 2009 seront donnés à titre indicatif sous réserve de l'évolution

³ La notion de masse de ressources à redistribuer a également été mentionnée dans la section sur la réallocation de ressources non engagées du document EB 2003/79/C.R.P.3.

⁴ Les emprunteurs effectifs sont les États membres pour lesquels le FIDA escompte des opérations de prêt ou de don à des pays spécifique au cours de la période 2007-2009.

annuelle de la performance, de la population et du RNB par habitant)(voir annexe). Ces allocations ne constituent pas des droits: si l'allocation d'un pays dépasse sa capacité d'absorption ou ses besoins pour la période d'allocation (parce que ses besoins de financement sont inférieurs à l'allocation initiale), au lieu de laisser les fonds inutilisés, le FIDA identifie les fonds en excédent et les réaffecte aux autres pays figurant dans le programme de prêt en fonction de la note de pays établie par le SAFP, appliquant ainsi le critère de la performance de bout en bout du processus d'allocation. Le volume de ces réallocations serait proportionnel au programme de prêt global.

10. Un nouveau perfectionnement sera apporté, à partir de 2007, par l'utilisation des notes relatives à l'évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN) établies par la Banque mondiale au lieu des «quintiles» pour lesquels des notes moyennes ont été divulguées. Le Conseil d'administration et le Conseil des gouverneurs seront informés des notes de pays conformément aux procédures convenues pour la divulgation des informations concernant le SAFP.
11. Le Conseil d'administration a examiné en décembre 2006 le présent rapport de situation dont il a approuvé la soumission à la trentième session du Conseil des gouverneurs en 2007. Le Conseil a aussi recommandé la communication au Conseil des gouverneurs des notes de pays afférentes à 2006 et des allocations par pays qui en découlent.

Notes de pays pour 2006 et allocations annuelles pour 2007

Pays	Besoins du pays en 2004		Performance du pays				Note du pays	Emprunteurs actifs			Total des allocations du pays 2007 à 2009
	RNB par habitant	Population totale	IARI* 2005	Performance du secteur rural	PAR 2006	Performance globale du pays		Allocation du pays pour 2007 (en USD)	Allocation du pays pour 2008 (en USD)	Allocation du pays pour 2009	
Division Afrique de l'Ouest et du Centre - ensemble des pays éligibles											
BENIN	450	8 177 208	3,65	3,99	6	4,63	5 994	6 112 754	6 725 267	7 393 463	20 231 483
BURKINA FASO	350	12 821 686	3,76	3,83	5	4,23	6 520	6 649 613	7 315 921	8 042 802	22 008 336
CAMEROUN	810	16 037 746	3,29	3,42	4	3,60	4 238	4 322 202	4 755 297	5 227 764	14 305 262
CAP-VERT	1 720	495 171	4,09	4,01	6	4,72	1 265	1 290 367	1 419 665	1 560 718	4 270 750
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	310	3 985 971	2,39	2,39	0	2,39	1 273	1 298 230	1 428 316	1 570 228	4 296 773
TCHAD	250	9 447 944	2,88	3,29	6	4,16	5 984	6 103 263	6 714 824	7 381 983	20 200 070
CONGO, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU	110	55 852 888	2,84	3,04	0	2,98	8 394	8 560 632	9 418 429	10 354 206	28 333 267
CONGO, REPUBLIQUE DU	760	3 882 947	2,79	3,25	6	4,12	2 985	3 043 966	3 348 979	3 681 720	10 074 664
COTE D'IVOIRE	760	17 871 896	2,49	2,49	0	2,49	2 169	2 212 094	2 433 752	2 675 560	7 321 406
GUINEE EQUATORIALE a/	930	492 233	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
GABON	4 080	1 362 331	0,00	2,83	0	2,83	577	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
GAMBIE	280	1 477 666	3,08	3,71	6	4,39	2 810	2 865 764	3 152 921	3 466 183	9 484 868
GHANA	380	21 664 440	3,85	3,89	6	4,62	9 672	9 864 358	10 852 790	11 931 080	32 648 229
GUINEE	410	9 201 759	3,02	3,52	6	4,29	5 558	5 668 535	6 236 536	6 856 173	18 761 244
GUINEE-BISSAU	160	1 539 712	2,68	3,11	0	2,98	1 518	1 548 553	1 703 721	1 872 996	5 125 271
LIBERIA	120	3 240 578	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
MALI	330	13 124 015	3,71	3,77	5	4,19	6 570	6 700 386	7 371 781	8 104 212	22 176 380
MAURITANIE	530	2 980 357	3,16	3,81	6	4,45	3 375	3 442 498	3 787 444	4 163 750	11 393 691
NIGER	210	13 498 802	3,26	3,50	2	2,93	3 638	3 710 009	4 081 761	4 487 308	12 279 078
NIGERIA	430	128 708 936	3,14	3,47	4	3,59	12 621	12 872 289	14 162 123	15 569 216	42 603 628
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	390	152 964	2,98	3,61	6	4,32	-	-	-	-	-
SENEGAL	630	11 385 913	3,75	3,88	4	3,90	4 537	4 627 205	5 090 862	5 596 669	15 314 736
SIERRA LEONE	210	5 336 449	3,12	2,64	0	2,79	2 172	2 215 289	2 437 266	2 679 423	7 331 978
TOGO	310	5 988 380	2,49	2,75	0	2,67	-	-	-	-	-
Total	24						91 870	94 108 006	103 437 655	113 615 453	311 161 114

* IARI = Index d'allocation des ressources de l'IDA
a/ Le RNB par habitant et la population sont des estimations.
Source: Indicateurs du développement dans le monde 2006.

Notes de pays pour 2006 et allocations annuelles pour 2007

Pays	Besoins du pays en 2004		Performance du pays				Emprunteurs actifs				Total des allocations du pays 2007 à 2009
	RNB par habitant	Population totale	IARI 2005	Performance du secteur rural	PAR 2006	Performance globale du pays	Note du pays	Allocation du pays pour 2007 (en USD)	Allocation du pays pour 2008 (en USD)	Allocation du pays pour 2009	
Division Afrique orientale et australe - ensemble des pays éligibles											
ANGOLA	930	15 490 049	2,58	2,86	3	2,85	2 535	2 585 908	2 845 023	3 127 693	8 558 624
BOTSWANA	4 360	1 769 050	0,00	4,32	0	4,32	1 485	1 514 418	1 666 167	1 831 711	5 012 296
BURUNDI	90	7 281 837	2,97	3,20	5	3,78	5 694	5 807 647	6 389 587	7 024 431	19 221 665
COMORES	560	587 944	2,42	3,48	0	3,15	806	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
ÉRYTHREE	190	4 231 538	2,50	3,90	3	3,30	-	-	-	-	-
ÉTHIOPIE	110	69 960 840	3,38	4,10	6	4,62	22 348	22 792 315	25 076 160	27 567 628	75 436 103
KENYA	480	33 467 328	3,60	4,29	3	3,70	7 116	7 257 130	7 984 313	8 777 602	24 019 045
LESOTHO	730	1 797 972	3,51	3,91	6	4,56	2 611	2 662 991	2 929 829	3 220 925	8 813 746
MADAGASCAR	290	18 112 724	3,54	3,98	6	4,60	9 452	9 639 599	10 605 510	11 659 231	31 904 340
MALAWI	160	12 608 271	3,35	3,68	3	3,38	5 026	5 125 884	5 639 511	6 199 830	16 965 225
MAURICE	4 640	1 234 232	0,00	4,10	1	2,74	503	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
MOZAMBIQUE	270	19 423 920	3,40	3,77	6	4,48	9 422	9 609 603	10 572 508	11 622 951	31 805 062
NAMIBIE	2 380	2 009 251	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
RWANDA	210	8 882 365	3,48	4,72	4	4,22	6 262	6 386 041	7 025 937	7 724 007	21 135 985
SEYCHELLES	8 190	83 643	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
AFRIQUE DU SUD	3 630	45 509 236	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
SWAZILAND	1 660	1 119 841	0,00	3,04	2	2,58	551	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
TANZANIE	320	37 626 916	3,94	4,41	6	4,87	14 391	14 676 918	16 147 581	17 751 940	48 576 439
OUGANDA	250	27 820 556	3,88	4,60	6	4,95	13 786	14 059 804	15 468 630	17 005 532	46 533 965
ZAMBIE	400	11 478 886	3,32	3,76	5	4,11	5 667	5 780 048	6 359 223	6 991 050	19 130 320
ZIMBABWE	620	12 936 295	1,82	2,40	1	1,79	1 023	1 043 223	1 147 757	1 261 793	3 452 773
Total	21						108 678	111 941 529	122 857 735	134 766 323	369 565 588

Notes de pays pour 2006 et allocations annuelles pour 2007

Pays	Besoins du en pays		Performance du pays				Emprunteurs actifs				
	RNB par habitant	Population totale	IARI 2005	Performance du secteur rural	PAR 2006	Performance globale du pays	Note du pays	Allocation du pays pour 2007 (en USD)	Allocation du pays pour 2008 (en USD)	Allocation du pays pour 2009	Total des allocations du pays 2007 à 2009
Division Asie et Pacifique-ensemble des pays éligibles											
AFGHANISTAN a/	200	27 997 000	0,00	2,92	0	2,92	5 073	5 173 868	5 692 302	6 257 867	17 124 037
BANGLADESH	440	139 214 528	3,14	3,82	5	4,10	16 926	17 262 725	18 992 492	20 879 511	57 134 728
BHOUTAN	760	896 011	3,79	4,17	6	4,74	-	-	-	-	-
CAMBODGE	350	13 798 123	3,09	3,61	4	3,64	5 011	5 110 178	5 622 230	6 180 833	16 913 241
CHINE	1 500	1 296 157 440	0,00	4,21	4	4,12	34 322	28 000 000	30 750 000	33 750 000	92 500 000
ÎLES COOK a/	4 270	22 000	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
FIDJI	2 720	840 814	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
INDE	620	1 079 721 216	3,77	4,06	4	3,98	36 897	28 000 000	30 750 000	33 750 000	92 500 000
INDONESIE	1 140	217 587 504	3,65	3,96	6	4,61	20 660	21 070 932	23 182 291	25 485 591	69 738 814
IRAN	2 320	67 005 952	0,00	3,49	0	3,49	-	-	-	-	-
KAZAKHSTAN	2 250	14 993 529	0,00	3,72	0	3,72	-	-	-	-	-
COREE R.P.D. a/	760	22 383 776	0,00	3,60	6	4,65	-	-	-	-	-
REPUBLIQUE DE COREE	14 000	48 082 164	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
REPUBLIQUE KIRGHIZE	400	5 092 802	3,51	4,01	6	4,61	4 946	5 044 085	5 549 515	6 100 892	16 694 492
LAO, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE	390	5 791 695	2,98	3,64	5	3,99	3 951	4 029 824	4 433 622	4 874 130	13 337 576
MALAISIE	4 520	24 894 488	0,00	4,33	0	4,33	-	-	-	-	-
MALDIVES	2 410	321 196	3,83	3,54	0	3,63	565	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
MONGOLIE	600	2 514 678	3,44	4,06	6	4,62	3 267	3 331 830	3 665 688	4 029 896	11 027 414
MYANMAR a/	220	50 003 988	0,00	2,62	0	2,62	-	-	-	-	-
NEPAL	250	26 591 176	3,34	3,62	2	3,00	4 962	5 061 162	5 568 302	6 121 547	16 751 011
NIOUÉ	5 800	2 166	0,00	0,00	0	0,00	-	-	-	-	-
PAKISTAN	600	152 061 264	3,66	3,62	4	3,76	13 725	13 997 677	15 400 279	16 930 389	46 328 345
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	560	5 771 947	3,11	2,74	0	2,85	1 848	1 884 831	2 073 696	2 279 730	6 238 258
PHILIPPINES	1 170	81 617 024	0,00	4,38	5	4,65	13 424	13 690 499	15 062 320	16 558 852	45 311 671
SAMOA	1 840	183 746	3,98	3,98	0	3,98	-	-	-	-	-
ÎLES SALOMON	560	465 793	2,83	2,83	0	2,83	583	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
SRI LANKA	1 010	19 419 190	3,62	3,99	6	4,62	7 203	7 346 449	8 082 580	8 885 634	24 314 663
TADJIKISTAN	280	6 430 265	3,34	3,54	0	3,48	3 430	3 498 597	3 849 165	4 231 603	11 579 365
THAÏLANDE	2 490	63 693 660	0,00	4,27	0	4,27	-	-	-	-	-
TIMOR-LESTE	550	924 642	0,00	3,74	0	3,74	-	-	-	-	-
TONGA	1 860	101 982	2,93	2,93	0	2,93	-	-	-	-	-
VIET NAM	540	82 162 088	3,74	4,33	6	4,79	17 379	17 724 640	19 500 692	21 438 204	58 663 537
Total	32						194 172	182 227 298	200 175 176	219 754 678	602 157 152

Notes de pays pour 2006 et allocations annuelles pour 2007

Pays	Besoins du pays en 2004		Performance du pays				Emprunteurs actifs				
	RNB par habitant	Population totale	IARI 2005	Performance du secteur rural	PAR 2006	Performance globale du pays	Note du pays	Allocation du pays pour 2007 (en USD)	Allocation du pays pour 2008 (en USD)	Allocation du pays pour 2009	Total des allocations du pays 2007 à 2009
Division Amérique latine et Caraïbes - ensemble des pays éligibles											
ANTIGUA-ET-BARBUDA	9 480	80 085	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
ARGENTINE	3 580	38 371 528	0,00	1,00	3	1,88	-	-	-	-	-
BARBADE	9 270	268 881	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
BELIZE	3 940	282 600	0,00	3,80	1	2,58	238	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
BOLIVIE	960	9 009 045	3,71	4,14	6	4,71	5 361	5 467 442	6 015 293	6 612 949	18 095 685
BRESIL	3 000	183 912 544	0,00	4,64	6	5,23	19 381	19 766 079	21 746 688	23 907 352	65 420 118
CHILI	5 220	16 123 815	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
COLOMBIE	2 020	44 915 016	0,00	4,31	6	5,05	10 569	10 779 199	11 859 301	13 037 594	35 676 094
COSTA RICA	4 470	4 253 037	0,00	4,31	6	5,05	2 997	3 056 911	3 363 221	3 697 377	10 117 508
CUBA	1 170	11 244 985	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
REPUBLIQUE DOMINICAINE	2 100	8 767 870	0,00	4,06	6	4,91	4 742	4 836 025	5 320 607	5 849 241	16 005 873
DOMINIQUE	3 670	71 460	3,78	3,78	6	4,56	0	0	-	-	-
EQUATEUR	2 210	13 039 984	0,00	4,21	0	4,21	4 122	4 204 453	4 625 750	5 085 346	13 915 549
EL SALVADOR	2 320	6 762 439	0,00	4,24	6	5,01	4 285	4 370 002	4 807 887	5 285 579	14 463 468
GRENADE	3 750	105 747	3,69	4,13	6	4,70	-	-	-	-	-
GUATEMALA	2 190	12 294 794	0,00	4,02	6	4,89	5 411	5 518 850	6 071 853	6 675 128	18 265 831
GUYANA	1 020	750 232	3,35	3,82	1	2,74	584	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
HAÏTI	400	8 406 941	2,77	2,77	3	2,85	0	0	-	-	-
HONDURAS	1 040	7 048 327	3,91	3,67	2	3,13	2 086	2 127 638	2 340 833	2 573 409	7 041 880
JAMAÏQUE	3 300	2 644 593	0,00	4,11	0	4,11	-	-	-	-	-
MEXIQUE	6 790	103 795 216	0,00	4,39	6	5,10	11 587	11 817 300	13 001 423	14 293 192	39 111 915
NICARAGUA	830	5 376 140	3,72	3,64	3	3,43	2 346	2 392 726	2 632 483	2 894 036	7 919 245
PANAMA	4 210	3 175 354	0,00	4,03	4	4,02	1 691	1 724 129	1 896 890	2 085 358	5 706 377
PARAGUAY	1 140	6 017 196	0,00	3,43	1	2,37	1 083	1 104 226	1 214 872	1 335 577	3 654 676
PEROU	2 360	27 562 392	0,00	4,40	6	5,10	8 323	8 488 771	9 339 367	10 267 289	28 095 427
ST-KITTS-ET-NEVIS	6 980	46 985	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
STE-LUCIE	4 180	163 651	3,97	3,97	0	3,97	-	-	-	-	-
ST-VINCENT-ET-LES GRENADINES	3 400	118 428	3,92	3,92	0	3,92	-	-	-	-	-
SURINAME	2 230	446 460	0,00	3,92	0	3,92	-	-	-	-	-
TRINITE-ET-TOBAGO	8 730	1 301 307	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
URUGUAY	3 900	3 439 473	0,00	1,00	6	3,19	-	-	-	-	-
VENEZUELA	4 030	26 127 000	0,00	4,24	6	5,01	6 848	6 983 966	7 683 777	8 447 206	23 114 950
Total	32						91 654	94 637 719	103 920 243	114 046 633	312 604 595

Notes de pays pour 2006 et allocations annuelles pour 2007

Pays	Besoins du pays en 2004		Performance du pays				Emprunteurs actifs				
	RNB par habitant	Population totale	IARI 2005	Performance du secteur rural	PAR 2006	Performance globale du pays	Note du pays	Allocation du pays pour 2007 (en USD)	Allocation du pays pour 2008 (en USD)	Allocation du pays pour 2009	Total des allocations du pays 2007 à 2009
Division Proche-Orient et Afrique du Nord- ensemble des pays éligibles											
ALBANIE	2 120	3 111 720	3,68	4,05	6	4,66	2 672	2 725 383	2 998 473	3 296 390	9 020 247
ALGERIE	2 270	32 357 572	0,00	1,00	3	1,88	-	-	-	-	-
ARMENIE	1 060	3 026 089	4,33	4,51	6	5,00	3 610	3 682 273	4 051 245	4 453 761	12 187 279
AZERBAÏDJAN	940	8 306 400	3,65	3,99	6	4,63	5 024	5 124 313	5 637 781	6 197 929	16 960 023
BOSNIE-HERZEGOVINE	2 040	3 909 479	3,59	4,64	6	4,91	3 316	3 382 050	3 720 939	4 090 637	11 193 627
CROATIE	6 820	4 442 350	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
CHYPRE	16 510	825 914	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
DJIBOUTI	950	779 102	3,14	3,67	1	2,63	557	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
ÉGYPTE	1 250	72 642 224	0,00	3,94	5	4,41	11 254	11 477 367	12 627 427	13 882 038	37 986 831
GAZA ET CISJORDANIE	1 120	3 508 104	0,00	1,00	5	2,75	-	-	-	-	-
GEORGIE	1 060	4 517 981	3,83	4,25	2	3,38	1 980	2 018 990	2 221 297	2 441 996	6 682 283
IRAQ a/	2 170	24 170 000	0,00	1,00	0	1,00	308	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
JORDANIE	2 190	5 439 952	0,00	4,18	5	4,54	3 235	3 299 217	3 629 806	3 990 449	10 919 472
LIBAN	6 010	3 540 290	0,00	4,21	6	4,99	2 509	2 558 388	2 814 744	3 094 406	8 467 538
LIBYE	4 400	5 740 148	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
MACEDOINE	2 420	2 030 491	0,00	4,55	6	5,18	2 639	2 691 525	2 961 222	3 255 437	8 908 184
MALTE	12 050	401 298	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
MOLDOVA	720	4 217 911	3,50	4,05	6	4,62	3 950	4 028 902	4 432 607	4 873 014	13 334 522
MAROC	1 570	29 823 706	0,00	3,79	4	3,88	5 523	5 632 982	6 197 420	6 813 172	18 643 574
OMAN	9 070	2 533 843	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
ROUMANIE	2 960	21 684 884	0,00	1,00	6	3,19	-	-	-	-	-
SOMALIE a/	130	7 964 414	0,00	1,00	0	1,00	-	-	-	-	-
SOUDAN	530	35 522 988	2,59	3,99	5	4,06	8 602	8 772 985	9 652 059	10 611 049	29 036 093
SYRIE	1 230	18 582 152	0,00	3,77	6	4,75	7 099	7 240 442	7 965 951	8 757 417	23 963 810
TUNISIE	2 650	9 932 400	0,00	4,40	5	4,66	4 264	4 349 121	4 784 913	5 260 323	14 394 358
TURQUIE	3 750	71 727 048	0,00	3,95	1	2,66	3 093	3 154 141	3 470 193	3 814 978	10 439 312
YEMEN	550	20 329 354	3,29	3,93	3	3,48	4 851	4 947 372	5 443 110	5 983 916	16 374 398
Total	27						74 487	77 085 447	84 609 191	92 816 912	254 511 551
Total FIDA	136						560 861	560 000 000	615 000 000	675 000 000	1 850 000 000